



Conseil économique et social

Distr. limitée
10 avril 2011
Français
Original: anglais

Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

Vingtième session

Vienne 11-15 avril 2011

Points 5 a) et 6 de l'ordre du jour provisoire*

**Intégration et coordination de l'action de l'Office des Nations
Unies contre la drogue et le crime et des États Membres dans
le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale:
ratification et application de la Convention des Nations Unies
contre la criminalité transnationale organisée
et des Protocoles s'y rapportant**

**Tendances de la criminalité dans le monde, et nouvelles
questions et mesures prises dans le domaine de la prévention
du crime et de la justice pénale**

Argentine et Pérou: projet de résolution

La Commission pour la prévention du crime et la justice pénale recommande au Conseil économique et social d'approuver le projet de résolution ci-après en vue de son adoption par l'Assemblée générale:

Renforcement de la coopération internationale en vue de lutter contre les effets néfastes des flux financiers illicites résultant de la criminalité transnationale organisée et du trafic de drogues et des infractions qui y sont liées

L'Assemblée générale,

Préoccupée par les liens existant entre la criminalité transnationale organisée, le trafic de drogues et la criminalité économique,

Préoccupée aussi par les effets négatifs de la criminalité transnationale organisée et du trafic de drogues et des infractions qui y sont liées sur le développement et la sécurité,

* E/CN.15/2011/L.



Préoccupée en outre par les affaires de criminalité transnationale organisée et de trafic de drogues et les infractions qui y sont liées, qui portent sur des quantités considérables d'avoirs pouvant représenter une part substantielle des ressources des États, et qui y affaiblissent les systèmes de gouvernance, les économies nationales et l'état de droit,

Convaincue que le produit du crime résultant de la criminalité transnationale organisée et du trafic de drogues et des infractions qui y sont liées continue de menacer la sécurité et la stabilité des institutions et des systèmes financiers, affecte l'ensemble des sociétés et entrave la prospérité économique et le développement durable, ce qui rend essentielle une coopération internationale visant à le prévenir et à le contrôler,

Résolue à prévenir, détecter et décourager de façon plus efficace les transferts internationaux d'avoirs illicitement acquis résultant de la criminalité transnationale organisée et du trafic de drogues et des infractions qui y sont liées,

Reconnaissant qu'un cadre international pour combattre le blanchiment d'avoirs tirés du trafic de drogues a été établi par la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988¹,

Reconnaissant aussi que la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée² et la Convention des Nations Unies contre la corruption³ fournissent un cadre pour lutter contre le flux illicite du produit du crime et le blanchiment d'argent,

Saluant la résolution 64/182 de l'Assemblée générale en date du 18 décembre 2009, par laquelle l'Assemblée a adopté la Déclaration politique et le Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue⁴, adoptés lors du débat de haut niveau de la cinquante-deuxième session de la Commission des stupéfiants, dans lesquels les États Membres de l'Organisation des Nations Unies ont décidé de fixer à 2019, pour les États, la date butoir pour éliminer ou réduire sensiblement et de façon mesurable, entre autres, le blanchiment d'argent lié aux drogues illicites,

Saluant également la résolution 65/232 de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 2010 sur le renforcement du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, en particulier en ce qui concerne ses capacités de coopération technique,

Ayant à l'esprit les résolutions 53/3 et 52/9 de la Commission des stupéfiants, en date des 12 et 20 mars 2009, respectivement, et les résolutions 2003/36 et 2003/32 du Conseil économique et social en date du 22 juillet 2003,

Ayant également à l'esprit la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme⁵, entrée en vigueur en avril 2002, la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité en date du 28 septembre 2001 et la Stratégie

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1582, n° 27627.

² Ibid., vol. 2225, n° 39574.

³ Ibid., vol. 2349, n° 42146.

⁴ A/64/92-E/2009/98, sect. II.A.

⁵ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2178, n° 38349.

antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies, adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 60/288 du 8 septembre 2006,

Rappelant la Déclaration de Salvador sur les Stratégies globales pour faire face aux défis mondiaux: les systèmes de prévention du crime et de justice pénale et leur évolution dans un monde en mutation⁶, adoptée le 19 avril 2010 par le Douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, dans laquelle les États Membres ont été encouragés à envisager d'élaborer des stratégies et des politiques pour lutter contre les mouvements illicites de capitaux,

Saluant les travaux entrepris et les progrès accomplis dans la lutte contre le blanchiment d'argent dans le cadre des organismes régionaux et internationaux spécialisés, tels que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, le Groupe Egmont des cellules de renseignement financier, le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux et les organismes régionaux de type similaire, l'Organisation de coopération et de développement économiques, l'Organisation internationale de police criminelle et l'Organisation mondiale des douanes,

Notant avec intérêt le travail accompli par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime concernant le Programme mondial contre le blanchiment d'argent, le produit du crime et le financement du terrorisme, créé en 1997 en application du mandat confié à l'Office conformément à la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988, et l'évaluation du programme par le Groupe de l'évaluation indépendante,

Convaincue que l'offre d'assistance technique peut contribuer de manière importante à rendre les États mieux à même, y compris par le renforcement des capacités et des institutions, de prévenir, détecter et dissuader les flux financiers illicites découlant de la criminalité transnationale organisée et du trafic de drogues et des infractions qui y sont liées,

Sachant que les informations disponibles sur les flux financiers illicites résultant de la criminalité transnationale organisée et du trafic de drogues et des infractions qui y sont liées sont très limitées et qu'il faut améliorer la qualité, la portée et l'exhaustivité de ces informations,

Prenant note des analyses effectuées par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, telles que la publication intitulée *The Globalization of Crime: A Transnational Organized Crime Threat Assessment*⁷, qui donne une vue d'ensemble de différentes formes nouvelles d'activité criminelle et de leurs effets négatifs sur le développement durable des sociétés,

Prenant note également d'autres événements internationaux intéressant la question des flux financiers illicites, tels que la Conférence sur la fiscalité et la délinquance financière tenue à Oslo du 21 au 23 mars 2011, et notant avec un intérêt particulier l'approche "pangouvernementale" examinée à cette conférence,

⁶ A/CONF.213/18, chap. I, résolution 1.

⁷ Publication des Nations Unies, numéro de vente: F.10.IV.6.

Se félicitant des progrès accomplis dans le cadre de l'initiative du Pacte de Paris en ce qui concerne les travaux sur les flux financiers illicites, question clef de l'économie de la drogue,

Reconnaissant que le renforcement des mesures nationales et internationales contre le blanchiment d'avoirs tirés de la criminalité transnationale organisée et du trafic de drogues et des infractions qui y sont liées contribuera à affaiblir le pouvoir économique des organisations criminelles impliquées dans le trafic de drogues, la criminalité organisée et la corruption,

Se félicitant de l'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988 effectué par l'Organe international de contrôle des stupéfiants dans le domaine du blanchiment d'argent,

Se félicitant également de l'élaboration d'un mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption et de la décision d'examiner et d'étudier des options concernant la création d'un ou plusieurs mécanismes pour l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée,

Se félicitant en outre de l'étude entreprise par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime sur les flux financiers illicites résultant du trafic de drogues et d'autres formes de criminalité transnationale organisée, ainsi que de ses conclusions,

Alarmée de constater qu'une part importante du produit du crime résultant de la criminalité transnationale organisée et du trafic de drogues et des infractions qui y sont liées est blanchie dans des pays coopératifs résolus à appliquer les normes de l'Organisation de coopération et de développement économiques concernant la transparence et l'échange d'informations,

Profondément préoccupée par le fait que des études récentes de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ont indiqué que le produit du crime atteignait environ 3,6 % du produit national brut mondial (en 2009), que 80 % de ce montant était blanchi par le biais du système financier, que le produit lié aux activités internationales de trafic de drogues et de criminalité organisée atteignait environ 1,5 % du produit national brut mondial, que le "taux d'interception" des mesures de lutte contre le blanchiment d'argent au niveau mondial restait limité, et qu'environ 0,2 % seulement du produit du crime blanchi par le biais du système financier était saisi et gelé,

1. *Prie instamment* les États parties à la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988⁸, à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée⁹ et à la Convention des Nations Unies contre la corruption¹⁰ d'appliquer pleinement les dispositions de ces conventions, en particulier en ce qui concerne la lutte contre le blanchiment d'argent, et invite les États Membres qui ne l'ont pas encore fait à prendre des mesures pour les ratifier;

⁸ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1582, n° 27627.

⁹ Ibid., vol. 2225, n° 39574.

¹⁰ Ibid., vol. 2349, n° 42146.

2. *Engage* les États Membres à criminaliser la production, le transfert, le placement et le blanchiment du produit du crime organisé résultant de la criminalité transnationale organisée et du trafic de drogues et des infractions qui y sont liées;

3. *Prie instamment* les États Membres d'exiger que les institutions financières ou autres entreprises ou entités soumises à des obligations en ce qui concerne le blanchiment d'argent signalent promptement aux autorités compétentes le transfert suspect de fonds liés au produit du crime et le blanchiment d'argent résultant de la criminalité transnationale organisée et du trafic de drogues et des infractions qui y sont liées, ou qui doivent être utilisés aux fins de la criminalité organisée ou par des organisations criminelles;

4. *Encourage* les États Membres à mettre en œuvre des mesures pour geler les fonds liés au produit du crime et au blanchiment d'argent résultant de la criminalité transnationale organisée et du trafic de drogues et des infractions qui y sont liées ou les autres avoirs de ceux qui financent la criminalité organisée et des organisations criminelles;

5. *Prie instamment* les États Membres de prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer qu'il ne donnent pas refuge à des personnes accusées d'accumuler ou de détenir en leur possession des biens substantiels issus de la criminalité transnationale organisée et du trafic de drogues et des infractions qui y sont liées, ou accusées de financer la criminalité organisée ou des organisations criminelles;

6. *Encourage* les États Membres à accorder aux autres pays la plus grande assistance juridique et le plus grand échange d'informations possibles en ce qui concerne les enquêtes liées aux mesures pénales, civiles et administratives, les enquêtes et procédures liées au traçage des flux financiers illicites résultant de la criminalité transnationale organisée et du trafic de drogues et des infractions qui y sont liées ou le financement de la criminalité organisée et des organisations criminelles;

7. *Prie instamment* les États Membres de créer des institutions nationales spécialisées dans le renseignement financier ou, le cas échéant, de les renforcer, en leur permettant de recevoir, d'obtenir, d'analyser et de diffuser des informations financières, administratives et relatives à la détection et à la répression aux fins de prévenir, détecter et décourager les flux financiers illicites résultant de la criminalité transnationale organisée et du trafic de drogues et des infractions qui y sont liées, et de veiller à ce que ces institutions soient habilitées à faciliter l'échange de telles informations avec des partenaires internationaux compétents;

8. *Prie aussi instamment* les États Membres d'envisager des initiatives mondiales connexes pour faciliter le traçage du produit du crime résultant de la criminalité transnationale organisée et du trafic de drogues et des infractions qui y sont liées;

9. *Encourage* l'Organe international de contrôle des stupéfiants à se concentrer davantage sur le blanchiment d'argent dans son examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988;

10. *Prie* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, agissant en consultation avec les États Membres et en coopération étroite avec les organisations internationales compétentes, de renforcer la collecte et la communication de données exactes, fiables et comparables sur le produit du crime et le blanchiment d'argent résultant de la criminalité transnationale organisée et du trafic de drogues et des infractions qui y sont liées, et de développer un système simple et efficace de communication qui encouragera les États Membres à communiquer, en temps voulu et de manière coordonnée et intégrée, des données sur les mesures prises, les résultats obtenus et les difficultés rencontrées dans le domaine du traçage du produit du crime, et à fournir des informations sur la nature, l'ampleur et l'évolution des flux financiers illicites dans leurs situations nationales en matière de drogues et de criminalité;

11. *Prie également* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de développer encore ses recherches sur les dimensions financières de la criminalité transnationale organisée et du trafic de drogues et des infractions qui y sont liées;

12. *Engage* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime à fournir une assistance technique aux États Membres, à leur demande et sous réserve que des ressources soient disponibles, afin de renforcer leur capacité de collecte, d'analyse et de communication de données sur les flux financiers illicites résultant de la criminalité transnationale organisée et du trafic de drogues et des infractions qui y sont liées;

13. *Prie* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime d'élaborer, en consultation avec les États Membres, des stratégies types de lutte contre les flux financiers illicites résultant de la criminalité transnationale organisée et du trafic de drogues et des infractions qui y sont liées;

14. *Engage* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime à continuer de fournir une assistance technique aux États Membres, sous réserve que des fonds soient disponibles, afin de prévenir, détecter et décourager les flux financiers illicites et le blanchiment d'argent résultant de la criminalité transnationale organisée et du trafic de drogues et des infractions qui y sont liées et le financement de la criminalité organisée, des organisations criminelles et du terrorisme, conformément aux instruments connexes des Nations Unies et aux normes internationalement acceptées, y compris, le cas échéant, les recommandations des organismes intergouvernementaux compétents tels que le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux et les initiatives pertinentes des organisations régionales, interrégionales et multilatérales contre le blanchiment d'argent, et à renforcer le Programme mondial contre le blanchiment d'argent, notamment, conformément aux recommandations de l'examen du programme par le Groupe de l'évaluation indépendante;

15. *Encourage* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime à poursuivre ses travaux sur les flux financiers illicites, question clef s'agissant de l'économie de la drogue, dans le cadre de l'initiative du Pacte de Paris;

16. *Engage* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime à assurer une prise en compte plus intégrée, dans sa programmation régionale et thématique, du traçage des flux financiers illicites résultant de la criminalité transnationale organisée et du trafic de drogues et des infractions qui y sont liées;

17. *Prie instamment* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de renforcer sa coopération avec les autres organisations internationales et régionales engagées dans la lutte contre les effets néfastes des flux financiers illicites résultant de la criminalité transnationale organisée et du trafic de drogues et des infractions qui y sont liées, notamment la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, le Groupe Egmont des cellules de renseignement financier, le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux et les organismes régionaux de type similaire, l'Organisation de coopération et de développement économiques, l'Organisation internationale de police criminelle et l'Organisation mondiale des douanes;

18. *Prie* le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de rendre compte à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, à sa vingt et unième session, des mesures prises et des progrès réalisés dans l'application de la présente résolution.
